

La gestion et l'usage des biens de l'Etat à l'aune des droits fondamentaux

Edité par

François Bellanger et Thierry Tanquerel

Sommaire

	Avant-propos	7
PIERRE MOOR	Les biens de l'Etat: état des lieux	9
ROSWITHA PETRY	L'exercice des droits fondamentaux sur le domaine public	35
VALÉRIE DÉFAGO GAUDIN	Usage ordinaire et extraordinaire du patrimoine administratif	59
THIERRY TANQUEREL	Patrimoine financier et droits fondamentaux	81
FRANÇOIS BELLANGER	Octroi de l'usage des biens de l'Etat et marchés publics	101
JACQUELINE MORAND-DEVILLER	Le régime des biens de l'Etat et les droits fondamentaux en France	131
DAVID RENDERS/ BENOIT GORS	La gestion et l'usage des biens de l'Etat à l'aune des droits fondamentaux en Belgique	147

Table des matières

Sommaire	5
Avant-propos	7
PIERRE MOOR	
Les biens de l'Etat : état des lieux	9
I. Introduction	9
A. Les qualifications classiques	9
B. Les évolutions	10
II. Le domaine public	12
A. Les dépendances du domaine public naturel	12
1. Les eaux	12
2. Le sous-sol	13
3. L'espace aérien	14
B. Le domaine public artificiel	15
III. Le patrimoine administratif	17
A. Définition	17
B. Le privilège du patrimoine administratif	19
IV. Le patrimoine financier	20
V. Les usages	21
A. Les usages des patrimoines	21
B. De classifications exhaustives vers des orientations typologiques	22
C. La constitutionnalisation de la problématique des usages	24
1. Le domaine public	24
2. Le patrimoine administratif	25
3. Le patrimoine financier	29

VI. Les biens communs	30
VII. Conclusion	32
ROSWITHA PETRY	
L'exercice des droits fondamentaux sur le domaine public	35
I. Introduction	35
II. Les usages du domaine public	36
A. L'usage commun	36
B. L'usage accru	36
C. L'usage exclusif ou privatif	37
III. Les droits fondamentaux et l'utilisation du domaine public	37
A. Les droits fondamentaux et l'usage commun du domaine public	37
1. En général	37
2. Les restrictions à l'usage commun	37
3. La liberté personnelle	38
4. La liberté économique	39
B. Les droits fondamentaux et l'usage accru du domaine public	39
1. L'évolution de la jurisprudence: de l'absence de droit à l'existence d'un droit conditionnel (<i>bedingter Anspruch</i>) à un usage accru	39
2. Droits fondamentaux concernés et principes jurisprudentiels	41
a. La liberté d'opinion et de réunion	41
b. La liberté de conscience et de croyance	43
c. La liberté économique	44
d. La liberté individuelle ou personnelle	46
C. Les droits fondamentaux et l'usage exclusif du domaine public	48

IV. Problèmes particuliers	48
A. La mendicité	48
B. La récolte de signatures	50
C. Le stationnement des taxis	52
D. La prostitution	53
V. Conclusions	55
Bibliographie	57

VALÉRIE DÉFAGO GAUDIN

Usage ordinaire et extraordinaire du patrimoine administratif

59

I. Introduction	59
II. Définitions et redéfinitions	60
A. Le patrimoine administratif	60
1. Le lien direct entre le patrimoine administratif et l'accomplissement d'une tâche publique	61
2. La délimitation avec les autres biens de l'Etat	63
3. Une proposition de définition complétée	65
B. Usage ordinaire et extraordinaire du patrimoine administratif	66
1. L'usage ordinaire du patrimoine administratif	66
2. L'usage extraordinaire du patrimoine administratif	68
3. Une proposition de définition complétée	70
III. Gestion et usages du patrimoine administratif	70
A. Les droits fondamentaux doivent être respectés	71
B. Une grille de lecture	75
IV. Conclusion	80

THIERRY TANQUEREL

Patrimoine financier et droits fondamentaux	81
I. Introduction	81
II. Le patrimoine financier	82
III. Le champ d'application des droits fondamentaux : les obligés	85
A. L'enjeu	85
B. L'école du critère institutionnel	86
C. L'école du critère exclusif de la tâche de l'Etat	88
D. Appréciation	89
IV. La jurisprudence du Tribunal fédéral	90
V. La gestion du patrimoine financier comme tâche de l'Etat	92
VI. La mise en œuvre	94
A. La prise en compte « appropriée » des droits fondamentaux	94
B. Le contentieux	96
VII. Conclusion	98
Bibliographie	99

FRANÇOIS BELLANGER

Octroi de l'usage des biens de l'Etat et marchés publics	101
I. Introduction	101
II. Les principaux modes d'octroi d'usage des biens de l'Etat	102
A. L'autorisation	102
B. La concession	103
C. Le contrat de bail	106
D. Le droit de superficie	107

III. Le choix du bénéficiaire au regard du droit des marchés publics	109
A. Introduction	109
B. L'application du droit des marchés publics	111
1. L'existence d'un marché public de lege lata	111
2. L'existence d'un marché public de lege ferenda	115
3. L'extension aux autres droits d'usage	117
C. La LMI et les monopoles cantonaux ou communaux	120
1. La notion de monopole	120
2. La procédure de sélection	121
D. La liberté économique	123
IV. Conclusion	126
Bibliographie	128

JACQUELINE MORAND-DEVILLER

Le régime des biens de l'Etat et les droits fondamentaux en France	131
I. Introduction	131
II. Une gestion protectrice et performante: droit de propriété et libertés économiques	134
A. La protection du droit de propriété par les privilèges domaniaux	135
B. La « fonction sociale » de la propriété et les « biens communs »	137
C. Une gestion faite de servitudes et de garanties pour les occupants du domaine	140
III. Un usage à l'aune des principes de liberté, égalité, proportionnalité	142
A. Liberté dans l'usage commun	142
B. La libre concurrence au service de l'égalité	145

DAVID RENDERS / BENOIT GORS

La gestion et l'usage des biens de l'Etat à l'aune des droits fondamentaux en Belgique	147
I. Introduction	147
II. Les droits fondamentaux de l'état sur ses biens	152
A. Les droits liés à la protection des biens de l'état	153
1. L'inaliénabilité	153
a. Les droits réels	153
aa. Le domaine public	153
ab. Le domaine privé	156
b. Les droits personnels	157
ba. Le domaine public	157
bb. Le domaine privé	157
c. Les autres charges	158
ca. Le domaine public	158
cb. Le domaine privé	158
2. L'insaisissabilité et l'imprescriptibilité	159
a. L'insaisissabilité	159
b. L'imprescriptibilité	162
B. Les droits liés à la valorisation des biens de l'Etat	163
1. Le domaine public	164
2. Le domaine privé	167
III. Les droits fondamentaux du citoyen sur les biens de l'Etat	170
A. Les droits liés à l'usager	170
1. Les droits liés à l'usager sur les biens du domaine public	170
2. Les droits liés à l'usager sur les biens du domaine privé	173
B. Les droits liés au bénéficiaire	174
1. Les droits liés au bénéficiaire sur les biens du domaine public	174

Table des matières

a. L'exigence d'un titre d'occupation privative ...	174
b. Le paiement d'une redevance	176
c. Les garanties liées au régime juridique du titre d'occupation	177
2. Les droits liés au bénéficiaire sur les biens du domaine privé	184
IV. Conclusion	185
Liste des abréviations	187
Table des matières	189